



## G20 : «Dérive» sécuritaire à Toronto

Des centaines d'arrestations sans motif lors du G20; Amnistie internationale réclame une enquête indépendante

Par [Alec Castonguay](#)

Mondialisation.ca, 30 juin 2010

[Le Devoir](#) 30 juin 2010

Région : [Le Canada](#)  
Thème: [Loi et Justice](#)

» alt= »Arrestation d'une jeune femme au cours d'une manifestation au centre-ville de Toronto, dimanche.

» src= »[http://www.ledevoir.com/images\\_galerie/d\\_69372\\_63969/image.jpg](http://www.ledevoir.com/images_galerie/d_69372_63969/image.jpg) » width=449 height=335

Photo : Agence Reuters Mark Blinch

Arrestation d'une jeune femme au cours d'une manifestation au centre-ville de Toronto, dimanche.

Le ressac des opérations policières de la fin de semaine à Toronto continue de se faire sentir, alors que de nombreuses voix s'élèvent pour condamner les 900 arrestations entourant le sommet du G20. Plusieurs organismes, partis politiques et citoyens déplorent la «dérive» sécuritaire de ce qui est devenu la plus importante arrestation de masse de l'histoire du Canada.

La police de Toronto a confirmé hier qu'un peu plus de 900 personnes avaient été arrêtées samedi et dimanche. Sans donner de chiffres précis, la police a affirmé que la majorité avait été relâchée sans qu'aucune accusation soit portée. Les autres personnes ont été accusées de méfait, de rassemblement illégal ou d'assaut contre des policiers.

Ces nombreuses arrestations sans accusation montrent que l'action de la police a été disproportionnée, selon les groupes de défense des droits et libertés. L'Association canadienne des libertés civiles songe d'ailleurs à déposer des poursuites au civil. L'organisme avait des observateurs sur place afin de documenter les actes des policiers.

Ces observateurs ont remarqué des arrestations arbitraires, de l'intimidation et plusieurs fouilles excessives. Par exemple, des groupes de huit à dix agents de police entouraient un individu pour fouiller un sac à dos. Des centaines de policiers ont entouré des manifestations qui comptaient à peine 75 personnes. Des individus ont également été interceptés ou interrogés et fouillés parce qu'ils prenaient des photos, a soutenu l'organisme.

«On vit encore dans un pays où il y a la présomption d'innocence. Même s'il y a de 50 à 100 personnes qui ont fait du grabuge, ça ne donne pas le droit d'arrêter plus de 900 personnes qui n'ont rien à voir avec ça», a affirmé la porte-parole de l'organisme, Nathalie Desrosiers. «Clairement, leur tactique était d'arrêter de manière préventive, mais c'est illégal.»

L'Association canadienne des libertés civiles se dit notamment troublée par l'arrestation massive survenue le samedi soir à Queen's Park, près du parlement ontarien, une zone

pourtant autorisée à recevoir des manifestations durant la fin de semaine.

L'organisme Amnistie internationale a demandé hier une enquête indépendante sur les possibles dérapages de la fin de semaine. Amnistie condamne les actes de violence et le vandalisme de certains manifestants, qui ont brisé des vitrines de magasins, incendié au moins quatre voitures de police et fait des graffitis dans la ville.

Mais Amnistie estime que, de manière générale, le droit du public à manifester a été bafoué par l'imposante force policière et qu'il faut «apprendre des erreurs commises» pour s'assurer que les citoyens puissent s'exprimer librement lors de ces événements. «La force policière a été disproportionnée. On a arrêté des dizaines de manifestants qui n'avaient rien à voir avec la violence. Certains étaient même des passants et des curieux. Au Canada, les arrestations arbitraires, c'est inacceptable», a dit au Devoir Anne Sainte-Marie, porte-parole de la section francophone d'Amnistie internationale.

Les 900 arrestations représentent un record au Canada. À titre de comparaison, la crise d'octobre, en 1970, avait mené à 465 arrestations et le sommet des Amériques en 2001, à Québec, à 463 arrestations. Le seul événement qui se rapproche de celui du G20 de Toronto est le démantèlement d'un blocus sur l'île de Vancouver, en 1993. Les 856 écologistes qui s'étaient enchaînés à des arbres pour empêcher la destruction d'une forêt avaient été arrêtés.

#### Perte de contrôle

Pas moins de sept journalistes ou photographes ont été arrêtés durant la fin de semaine, dont certains avaient sur eux, bien visible, l'accréditation jaune des sommets du G20 et du G8.

Le photographe indépendant François Pesant, qui travaille pour plusieurs médias importants du Québec, dont Le Devoir, a été témoin du comportement «étrange» des policiers. Il a couvert de nombreuses manifestations dans sa carrière. «Tout a bien été le vendredi. Le comportement des policiers était parfait. Ils étaient en contrôle. Puis, samedi matin, il y a eu de la casse pendant deux heures au centre-ville, sans aucun policier autour. Je n'avais jamais vu ça. Et tout d'un coup, ils ont débarqué et ont arrêté tout le monde, alors que les casseurs avaient déserté les lieux depuis plusieurs minutes.»

À un autre moment, les policiers ont fait irruption avec leurs voitures au milieu d'une marche de manifestants. «Ils ont laissé les quatre autos au milieu de la foule et sont partis à pied. C'était tellement bizarre qu'on s'est demandé s'ils ne souhaitaient pas que des casseurs incendient leurs autos.»

#### Justifier les 930 millions?

À Montréal, la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC), qui regroupe différents organismes de gauche, a dénoncé hier l'action des policiers à Toronto. Près de 300 des 450 membres de l'organisme n'ont pas pu prendre l'autobus de retour vers Montréal hier soir. «La fin de semaine a été effroyable et historique. On n'a jamais rien vu de tel pour empêcher les gens d'exercer leur liberté d'expression», a soutenu Danie Royer, porte-parole de l'organisme, qui refuse toutefois de condamner la violence de certains manifestants qui s'en sont pris, selon elle, à des «symboles capitalistes», comme des banques.

Les militants présents à la conférence de presse de la CLCA étaient visiblement en colère et

estimaient que les policiers avaient voulu justifier par tous les moyens possibles les 930 millions de dollars investis dans la sécurité.

Une manifestante, Camille (elle a refusé de dévoiler son nom de famille), a dit avoir été arrêtée sur le simple prétexte qu'elle circulait dans une voiture avec une plaque d'immatriculation du Québec. Dans son coffre, les policiers ont trouvé un livre sur l'anarchisme et ont décidé de l'enfermer pendant près de 10 heures. «On n'avait aucune arme dans la voiture, et rien ne laissait croire qu'on voulait faire du trouble. Pourtant, on a voulu nous accuser de participer à une émeute!», a-t-elle dit.

Une dérive, selon Amir Khadir

Sur le site Internet YouTube, les vidéos de la fin de semaine mouvementée à Toronto sont nombreuses. L'une d'elles attire particulièrement l'attention. On voit des policiers anti-émeute charger des manifestants qui ne posent aucune menace et qui sont tranquillement en train de chanter l'Ô Canada.

Le député de Québec Solidaire, Amir Khadir, a parlé de «dérive de la sécurité». L'une des employées de Québec solidaire envoyée à Toronto comme observatrice a été arrêtée pendant qu'elle dormait dans un dortoir de l'Université de Toronto, dimanche matin. «On cherchait à oblitérer l'espace du débat démocratique» a dit M. Khadir.

Une porte-parole de l'Office of the Independent Police Review Director, l'organisme civil qui surveille les faits et gestes de la police provinciale ontarienne, a confirmé au Devoir que le nombre de plaintes concernant les agissements de la police avait bondi durant le week-end et que les plaintes continuaient à affluer hier soir. Rosemary Parker n'a toutefois pas voulu donner de chiffres précis. «C'est confidentiel», a-t-elle dit.

Les policiers satisfaits

Fortement critiqués, les responsables de la sécurité ont répliqué hier, affirmant avoir tenté de trouver un équilibre dans leurs actions. «Tout ce que nos officiers ont fait, c'est pour assurer la sécurité du public et des citoyens de Toronto, qui ont aussi des droits, a dit le superintendant Jeff McGuire, de la Police de Toronto. On a fait ce qu'on a pu dans les circonstances. Je ne dis pas qu'on a été parfaits.»

Le maire de Toronto, David Miller, a défendu ses policiers. Selon lui, s'ils n'avaient rien fait, il y aurait eu autant de critiques, ce qui démontre la difficulté d'assurer la sécurité de ces événements. «Les gens ont le droit de manifester et de prendre la parole, mais il faut aussi se préoccuper de ceux qui sont venus à Toronto simplement pour commettre des crimes», a-t-il dit. «Quand on compare avec d'autres sommets, on peut dire que la situation a été bien gérée.»

Le ministre canadien de la sécurité publique, Vic Toews, dont le gouvernement a imposé la tenue du sommet en plein coeur de Toronto contre l'avis des experts en sécurité, a louangé le travail des policiers. «Nous condamnons les actes de violence et de destruction insensés perpétrés par un groupe de bandits dans l'une des plus belles villes au monde. [...] Grâce au professionnalisme et à la constante vigilance dont ont fait preuve les partenaires responsables de la sécurité publique ainsi qu'aux efforts de collaboration qu'ils ont déployés, nous avons été en mesure de protéger les Canadiens, les délégués et les visiteurs à Toronto et à Huntsville», a-t-il dit.

\*\*\*

Avec La Presse canadienne

La source originale de cet article est [Le Devoir](#)  
Copyright © [Alec Castonguay](#), [Le Devoir](#), 2010

---

Articles Par : [Alec Castonguay](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)